

### Compte rendu de la réunion organisée par E.Macron à l'Elysée réunissant les OS et les OP le jeudi 4 juin 2020

Aucun ordre du jour précis n'avait été indiqué.

Etaients présents :

- Pour le gouvernement, le 1<sup>er</sup> ministre, les ministres du Travail, de la Santé, de l'Economie, de l'Action et des comptes publics et de l'Agriculture, la porte-parole du gouvernement et le secrétaire d'Etat aux retraites.
- Pour les Organisations Syndicales : CGT, CFDT, CGC, FO, CFTC et UNSA
- Pour les Organisations Patronales : MEDEF, CPME, U2P et FNSEA

**MACRON** a présenté les objectifs de la réunion. Il a rappelé que l'Etat serait présent pour aider à passer la crise et aider à la relance de l'économie quoi qu'il en coûte. A ce jour, 2/3 des coûts de cette crise sont assumés par l'Etat avec le chômage partiel et les diverses aides aux entreprises. Il a indiqué la nécessité d'innover et d'agir pour un retour normal à l'activité en limitant les impacts sociaux notamment l'augmentation du nombre de demandeurs d'emplois. Il a évoqué l'idée d'un pacte de confiance basé sur le dialogue pour éviter les licenciements avec 3 objectifs urgents.

- Réfléchir sur les modalités d'un chômage partiel de longue durée pour aider à la négociation d'accords dans les branches ou les entreprises dont la reprise serait plus longue.
- Protéger la jeunesse en aménageant pour une période d'un an, les modalités de l'apprentissage, de l'alternance... afin d'aider les jeunes à trouver des entreprises d'accueil.
- Revoir la réforme de l'assurance de chômage pour tenir compte de la situation de l'emploi (pas d'annonce d'annulation).

Pour ces 3 thèmes, il a demandé des propositions d'ici 15 jours afin d'organiser une nouvelle réunion pour pouvoir annoncer des mesures précises. Des concertations, état/OS/OP, devraient être organisées dans ce délai.

**La CGT** a notamment rappelé que ce n'est pas la première fois que **MACRON** déclarait que des choses devaient changer en matière économique et sociale mais que les déclarations d'intentions, n'étaient suivies d'aucun acte concret dans ce sens. Au contraire, les politiques antisociales se sont aggravées après la crise des gilets jaunes et le début de « l'acte 2 » du quinquennat avec la réforme de l'assurance-chômage et celle des retraites. Pas de pacte de confiance pour la CGT mais des actes et des mesures concrètes. Nous avons présenté notre plan pour « le progrès social et environnemental, c'est possible et urgent » (distribué à **MACRON** et à tous les ministres). Après les discours du Président et du 1<sup>er</sup> Ministre durant le confinement, les déclarations et les actes redeviennent comme avant,

avec les projets d'accords de compétitivité, ou de modération salariale, appuyés par les ordonnances gouvernementales qui encadrent la régression sociale et bâillonnent les organisations syndicales avec une remise en cause des libertés individuelles et collectives. Les choses redeviennent comme avant dans l'industrie à l'exemple de RENAULT qui annonce 4500 suppressions validées par le gouvernement et un prêt de 5 milliards d'euros. Un plan salué par la bourse avec une augmentation en une journée, de 5% de l'action RENAULT et par GOSHN, responsable des problèmes du groupe et un des principaux actionnaires individuels, qui a gagné près de 3 millions d'euros en 24 heures. Nous avons demandé l'annulation de ce plan et le maintien en activité de tous les sites. Plus globalement, aucun licenciement ou plan de restructuration dans la période sans prise en compte préalable des propositions alternatives des syndicats et des salariés.

Il y a besoin urgent d'augmentation des salaires notamment pour les plus bas parmi les salariés que la crise sanitaire a mis en avant (commerce, aides à domicile, propreté...). Besoin de réponses rapides sur les revendications des personnels de la santé et du médico-social. Plus globalement, du rôle des services publics dans la période et du besoin de les renforcer.

Demande d'annulation (repris par tous les syndicats) de la globalité de la réforme de l'assurance chômage et des retraites et nécessité au contraire, d'améliorer l'indemnisation des privés d'emplois et notamment les jeunes primo-demandeurs d'emplois. Donner également des moyens supplémentaires aux services publics de l'emploi pour l'accueil et l'accompagnement des chômeurs.

Enfin, besoin d'actes forts en matière industrielle avec les dossiers LUXFER, chapelle d'ARBLAY et filière imagerie médicale par exemple.

**Le patronat** a demandé de nouvelles aides publiques et a salué l'action du gouvernement et s'est déclaré pour le maintien de la réforme assurance chômage.

**LEMAIRE** a rappelé son action pour l'industrie et le plan pour l'automobile. Soutien au plan de la direction de RENAULT. Un plan d'aide à l'aéronautique sera annoncé la semaine prochaine et un nouveau projet rectificatif de la loi de finances sera débattu dans les prochains jours avec abondement de l'Etat pour financer le manque de recettes de la sécurité sociale.

**PENICAUD** a annoncé des mesures d'aides à l'apprentissage avec des primes aux employeurs pour embauche d'apprentis, 5 000 euros pour les mineurs et 8 000 euros pour les majeurs.

**MACRON** a clos la réunion en saluant l'engagement de tous. Nous entrons dans une 2<sup>ème</sup> phase qu'il qualifie de résilience avec un besoin d'urgence pour préserver l'emploi. Nécessité d'avoir une réflexion sur le travail détaché car si nous avons agi sur les salaires, pas encore sur les charges sociales. La prochaine phase aura lieu en septembre avec un plan de relance économique. Annonce d'une nouvelle réunion dans 15 jours.